



Ministère de la Santé Publique et de la Population
Unité de Coordination du Programme National
d'Alimentation et de Nutrition (UCPNANu)

Plan du Plaidoyer en Faveur de la Nutrition en Haïti

Mars 2014



Ce Plan du Plaidoyer a pu être réalisé grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) du Bureau de la santé, des maladies infectieuses, et de la nutrition, du Bureau pour la santé globale, et de l'USAID/Haïti selon les termes de l'accord coopératif No. AID-OAA-A-12-00005, à travers le projet Food and Nutrition Technical Assistance III (FANTA), géré par FHI 360.

Le contenu est de la responsabilité de FHI 360 et ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du Gouvernement des Etats-Unis.

Mars 2014

Citation recommandée

Ministère de la Santé Publique et de la Population, Haïti. 2014. *Plan du Plaidoyer en Faveur de la Nutrition en Haïti*. Washington, DC : FHI 360/ FANTA.

Informations de contact

Food and Nutrition Technical Assistance III Project
(FANTA)
FHI 360
1825 Connecticut Avenue, NW
Washington, DC 20009-5721 USA
Tel : 202-884-8000
Fax : 202-884-8432
fantamail@fhi360.org
www.fantaproject.org

Table des Matières

Abréviations et Sigles	i
Contexte	1
Plan du Plaidoyer en Faveur de la Nutrition en Haïti.....	4
Matrice du Plan de Mise en Œuvre de la Première Année.....	11
Annexe A : Liste des participants à l’atelier de planification du plaidoyer	18

Abréviations et Sigles

ACF	Action Contre la Faim
CCC	Communication pour le Changement des Comportements
CCNSC	Communication pour le Changement des Normes Sociales et des Comportements
CNSA	Comité National de Sécurité Alimentaire
DEH	Emergency Développement d'Haïti (DEH)
DPC	Direction de la Protection Civile
FAES	Fonds d'Assistance Economique et Sociale
FANTA	Food and Nutrition Technical Assistance III Project
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IHSI	Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles, et du Développement Rural
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MCDFD	Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MEASURE	Monitoring and Evaluation to Assess and Use Results Project
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MHAVE	Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger
MPP	Ministère à la Promotion de la Paysannerie
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications.
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OPS	Organisation Panaméricaine de la Santé
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
SPRING	Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally
UCPNANu	Unité de Coordination du Programme National d'Alimentation et de Nutrition
UNAG	Unité de coordination Nationale d'ABA GRANGOU
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
USN	Unités de Stabilisation Nutritionnelle

Contexte

La publication en 2013 de l'EMMUS-V¹ a offert de nouvelles données sur les taux de malnutrition en Haïti après le séisme, et révèle que la malnutrition reste répandue. Par ailleurs, l'adoption de la Politique Nationale de Nutrition en Haïti en 2012, un engagement et une visibilité accrus en nutrition avec l'initiative de lutte contre la faim « ABA GRANGO », et l'engagement d'Haïti au Mouvement SUN (Mouvement pour le renforcement de la Nutrition), offrent l'opportunité en Haïti de développer une approche unifiée et harmonisée de plaidoyer en

faveur de la nutrition, qui maximiserait l'impact des efforts du gouvernement d'Haïti et de ses partenaires dans ce domaine.

Une réunion d'une demi-journée a été tenue en Haïti en juin 2013 pour élaborer un plaidoyer sur la nutrition durant laquelle les intervenants de plusieurs secteurs, les bailleurs de fonds et les agences de mise en œuvre, se sont mises d'accord sur l'approche à adopter dans le développement de ce plaidoyer. Les intervenants impliqués dans ce processus étaient les suivants:

Entités de l'Etat haïtien

Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)

Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF)

Unité de la coordination Nationale d'ABA GRANGO (UNAG)

Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)

Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC)

Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger (MHAVE)

Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI)

Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES)

Comité National de Sécurité Alimentaire (CNSA)

Autres institutions

Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)

Partenaires de mise en œuvre de l'USAID :

- Food and Nutrition Technical Assistance III Project (FANTA)
- Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING)
- MEASURE

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Ligue Culturelle Haïtienne (LCH)/Droits Humains

Groupe Croissance

Université de Quisqueya

¹ (Enquête de Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, cinquième version--une enquête représentative au niveau national auprès des ménages menée en 2012 avec l'assistance technique du programme Enquêtes Démographiques et de Santé, financé par l'USAID)

Les intervenants ont ensuite, toujours en juin 2013, participé à un atelier consultatif de 4 jours, afin d'établir les estimations de PROFILES. PROFILES est un processus d'analyse centré autour d'une approche consultative avec les intervenants. Le processus utilise un modèle informatique comme outil pour soutenir le plaidoyer en faveur de la nutrition. D'abord développé dans les années 1990s, PROFILES se compose d'un ensemble de feuilles de calcul qui reflètent les connaissances scientifiques actuelles de la nutrition. Il est conçu pour évaluer les conséquences fonctionnelles de la malnutrition sur la santé et sur le développement, pour soutenir un plaidoyer et une communication effective avec les décideurs, les responsables de programmes, et autres intervenants. Afin d'assurer la pertinence des résultats de PROFILES, il est important que les intervenants s'entendent sur les données et les objectifs qui sont utilisés pour alimenter le modèle.

L'approche de base de PROFILES est de fournir deux scénarios: un scénario "statu quo" et un scénario "amélioré". Le scénario statu quo suppose qu'il n'y aura pas d'amélioration et pas de changement dans la situation nutritionnelle actuelle de la population durant la période de temps considérée (mis à part les changements prévus dans la taille de la population). Le scénario amélioré — avec les résultats estimés pour la même période de temps—suppose que des interventions nutritionnelles efficaces sont mises en œuvre à l'échelle nationale, et réussissent à atteindre les objectifs fixés en terme de réduction dans la prévalence des problèmes divers de nutrition. Les objectifs reflètent la proportion dans laquelle les problèmes de nutrition seront réduits au cours de la période de temps choisie et ont été déterminé et convenus au cours du réunion des intervenants et dans l'atelier PROFILES. Dans le scénario de statu quo, les conséquences négatives sont exprimées, par exemple, en termes de vies perdues et en perte de productivité économique. Le contraste entre les résultats du statu quo et ceux du scénario amélioré permet de mettre en avant les

avantages d'une nutrition améliorée, exprimée en nombre de vies sauvées et en gains de productivité économique. Ces résultats de PROFILES sont alors utilisés pour plaidoyer, auprès du gouvernement et autres intervenants à haut niveau, l'en faveur de l'amélioration de la nutrition.

Suivant ces activités, les intervenants ont participé en novembre 2013 à un atelier consultatif de quatre jours visant à élaborer un plan de plaidoyer pour la nutrition aligné aux priorités identifiées dans l'initiative «ABA GRANGO», et soulignées dans le plan de Communication pour la Nutrition d'Haïti. Ce processus comprenait de décider sur les audiences clés, et d'identifier les activités et les matériaux nécessaires pour adresser les changements souhaités et obstacles perçus pour chaque audience clé. Les activités décrites dans le plan de plaidoyer, devront ainsi supporter une visibilité plus élevée, un engagement, des actions, et des ressources accrues pour la nutrition dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et des secteurs de développement social.

Le plan vise les médias, le pouvoir législatif y compris le Parlement, le pouvoir exécutif y compris le Bureau du Président, le Premier ministre, les ministères et les délégués départementaux, les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile. Les participants à cet atelier consultatif sont énumérés à l'annexe A.

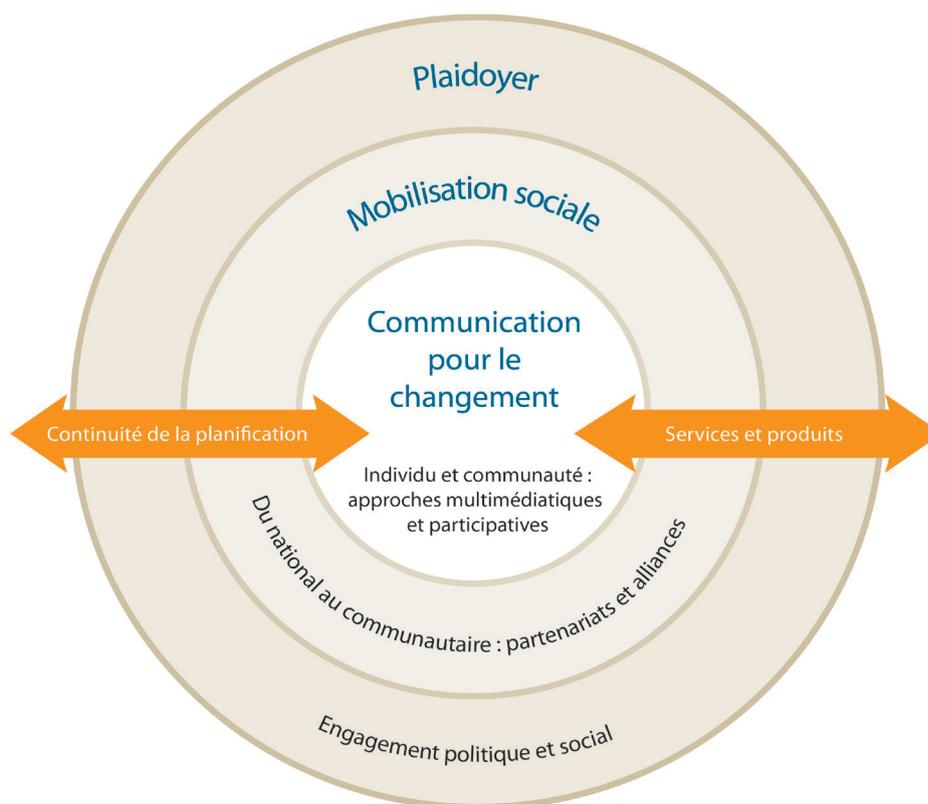
La supposition implicite de ce plan est que, l'amorce d'un changement effectif en vue d'améliorer la nutrition doit s'effectuer dans une approche globale de changement des normes sociales et des comportements. Cette vision incorpore trois éléments clés:

- **Le plaidoyer**, qui vise à augmenter les ressources, ainsi qu'à recevoir un engagement politique et social en faveur des objectifs de changement identifiés

- **La mobilisation sociale**, qui cherche à obtenir une participation publique accrue, résultant en une mise sur pied, une appropriation et une mobilisation de coalitions y compris au niveau communautaire
- **La communication pour le changement des comportements** qui incite des changements dans les connaissances, les attitudes et les pratiques au sein de populations spécifiques

Ce plan se concentre sur le cercle extérieur du graphique 1 — Plaidoyer — et vise à développer un environnement favorable à la nutrition. Le plaidoyer est nécessaire au niveau national, départemental et communal pour mobiliser l'appui à la mise en œuvre effective des services

de nutrition. Les deux autres éléments illustrés dans les cercles intérieurs — Mobilisation sociale et Communication pour le changement — seront abordés dans les phases ultérieures du projet et se concentreront sur la stimulation de changements de comportement au niveau des communautés, des ménages et des individus. Ces éléments s'appuieront sur les interventions déjà en place, qui ciblent les individus les plus affectés par le problème de la malnutrition (par exemple, les femmes enceintes et allaitantes, les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans) ainsi que sur les individus qui influencent directement la population cible (par exemple, les personnes s'occupant des enfants de moins de 5 ans, les maris/partenaires, les parents, les dirigeants de la communauté, les agents de santé et les prestataires de services).



SOURCE : adapté de McKee, N. Social Mobilization and Social Marketing in Developing Communities (1992)

Plan du Plaidoyer en Faveur de la Nutrition en Haïti

Problèmes liés à la nutrition en Haïti	<ul style="list-style-type: none"> • Les taux de la malnutrition restent élevés en Haïti • Le cadre légal en matière de nutrition est fragile (par exemple, règlement pour la fortification des aliments, etc.) • La population manque d'accès aux aliments sécurisés, riches en nutriments et en protéines • Les services d'aide à la nutrition demeurent fragmentés et la couverture reste inégale • Les produits locaux sont en baisse de consommation et sous-utilisés • La coordination est faible entre les acteurs du gouvernement, les bailleurs de fonds, les partenaires de mise en œuvre, et les autres intervenants.
Changements requis par le problème	<ul style="list-style-type: none"> • L'engagement doit être élargi à tous les niveaux • La coordination se doit d'être multisectorielle (santé, agriculture, éducation, inégalité des sexes, etc.) • Le budget gouvernemental doit être suffisant pour effectuer les activités liées à la nutrition • Le cadre légal en faveur de la nutrition (fortification des aliments, Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, etc.) doit être renforcé • L'accès aux services nutritionnels doit être amélioré • La consommation des produits locaux doit être augmentée • Le gouvernement et la population doivent avoir meilleure conscience de l'importance de la nutrition
Segmentation des populations cibles	Les plus affectés <ul style="list-style-type: none"> • Femmes enceintes • Femmes en âge de procréer (15–49 ans) • Enfants (0–23 mois) • Enfants (moins de 5 ans)

Segmentation des populations cibles	<p>Ceux qui influencent <u>directement</u> les plus affectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chef de ménage • Partenaires • Grands-parents • Agents de santé • Guérisseurs traditionnels • Parents • Autorités religieuses • Personnels de santé • Acteurs locaux de développement • Leaders communautaires
	<p>Ceux qui influencent <u>indirectement</u> les plus affectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Médias • Pouvoir exécutif • Pouvoir législatif • Société civile • Bailleurs de fonds
Approche stratégique/ encadrement	<p>La création d'un environnement favorable à l'amélioration de la situation nutritionnelle en Haïti demande qu'une approche harmonisée en faveur du plaidoyer de la nutrition soit développée. L'approche présentée dans ce plan du plaidoyer cible les médias, le pouvoir exécutif, la société civile, le pouvoir législatif, et les bailleurs de fonds. Cette approche combinera des activités qui se renforceront mutuellement, par le biais de colloques, de tables-rondes, de rencontres avec des individus clés, et par la dissémination des supports du plaidoyer. Ces activités serviront à développer une masse critique de porte-parole, prêts à défendre l'harmonisation des efforts en faveur de la nutrition. En parallèle de ce plaidoyer, les efforts ciblant les individus les plus touchés par la malnutrition ainsi que les personnes ayant une influence directe sur ces individus seront augmentés. Il faudra donc élargir l'envergure de l'effort de plaidoyer et y adjoindre des activités en mobilisation sociale et en communication pour un changement des comportements.</p>
Activités et supports du plaidoyer	<p>Une mélange de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rencontres, formations, feuillets informatifs, pamphlets politiques, présentations, colloques, tables-rondes et activités d'information et de sensibilisation des médias

Population cible : Les médias (incluant la presse écrite, télévisée, la radio, et les médias sociaux)

Changements désirés	Augmentation dans le nombre et la précision des diffusions et publications médiatiques sur la nutrition.
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Priorités accordées aux questions politiques et sportives dans l'intérêt de satisfaire leur public. • Manque de journalistes formés et spécialisés dans le domaine de la santé, et plus spécifiquement en nutrition
Objectif du plaidoyer	<p>D'ici 2015, les patrons de presse comprendront mieux leur avantage à publier davantage d'articles dans le domaine de la nutrition.</p> <p>D'ici 2015, les journalistes auront renforcé leur capacité à produire des reportages sur la nutrition.</p>
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un état des lieux pour constituer une ligne directrice sur la place allouée à la nutrition dans les médias. Effectuer un suivi trimestriel des médias. • Rencontres avec les responsables de presse et les associations de presse en vue de les sensibiliser sur la nutrition. • Tables rondes avec tous les établissements médiatiques de la capitale et ceux des principales villes de province. • Réalisation de sessions de formations à l'attention des journalistes.
Supports	<p>Paramètres pour le suivi médiatique</p> <p>Un kit de de formation des médias qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des fiches informatives • Une liste d'experts à contacter pour toutes questions spécifiques en nutrition • Les questions fréquemment posées en nutrition

Population cible : Pouvoir Exécutif y compris le président, le premier ministre, les ministres, les ministères, et les délégués départementaux

Changements désirés	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du montant alloué à la nutrition dans le budget national • Intégration de la nutrition dans le plan d'action annuel des ministères impliqués, afin d'augmenter l'impact de la nutrition sur le développement durable.
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources disponibles dans le budget national • Manque de compréhension de l'importance de la nutrition pour le développement national (ex. santé, éducation, et développement économique) • Manque de financement pour la promotion de la nutrition au niveau communal
Objectif du plaidoyer	D'ici 2015, une augmentation de la compréhension de l'importance de la nutrition et de l'importance d'intégrer la nutrition dans le plan de travail annuel de tous les ministères.
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentations de la situation nutritionnelle du pays en Conseil des ministres par le MSPP • Rencontres avec les différents cadres techniques des ministères concernés (MARNDR, MENFP, MEF, MAST, MCFDF, MPP, Pauvreté Extrême.
Supports	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives • Présentations

Population cible : Société Civile y compris les OSC impliquées au développement humain (santé, éducation, agriculture, etc.)	
Changements désirés	L'implication de la société civile dans la lutte contre la malnutrition
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de formation sur le plaidoyer en faveur de la nutrition • Manque de supports pour le plaidoyer en faveur de la nutrition • Manque de coordination parmi les organisations de la société civile (OSC). • Messages sur la nutrition non harmonisés
Objectif du plaidoyer	D'ici 2015, les OSC auront été formées sur le plaidoyer en faveur de la nutrition
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des OSC capables de mettre en avant le plaidoyer • Rencontres avec les OSC identifiées sur la problématique nutritionnelle • Formation des OSC sur la nutrition et/ou sur les techniques du plaidoyer selon leur niveau • Réalisation de rencontres de suivi avec les OSC formées.
Supports	<ul style="list-style-type: none"> • Répertoire des OSC • Fiches informatives • Pamphlet sur la nutrition visant les OSC • Module de formation

Population cible : Pouvoir Législatif y compris le parlement (les députés et les sénateurs)

Changements désirés	Voter des lois supportant la nutrition : (Loi sur la fortification des aliments : farine de blé (fer), sel iodé, l'huile (Vit A))
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'intérêt envers la nutrition • Manque d'appréciation de l'impact de la malnutrition sur la société Haïtienne
Objectif du plaidoyer	Augmenter l'intérêt des législateurs sur l'impact de la malnutrition dans la société et l'importance de voter la loi sur la fortification d'ici 2015.
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des colloques sur la nutrition avec la commission santé des législateurs • Partager avec les législateurs des données statistiques et autres documents reflétant la réalité de la situation nutritionnelle du pays.
Supports	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives illustrées. • Documents expliquant les politiques spécifiques mises en place (policy briefs) • Présentations

Population cible : Bailleurs de Fonds : Tous ceux qui accompagnent financièrement les porteurs d'initiatives programmatiques de développement humain, social, culturel et économique

Changements désirés	D'ici 2015, les bailleurs de fonds financeront davantage de projets de nutrition en Haïti et mettront l'accent sur les priorités nationales et locales tout en assurant une meilleure coordination des interventions.
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de prise en compte du contexte local (priorités nationales, besoins locaux) • Autres priorités
Objectif du plaidoyer	D'ici 2015, les bailleurs auront une meilleure compréhension des priorités nationales et des besoins locaux en nutrition
Activités	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des interventions nutritionnelles pour identifier les lacunes des programmes de nutrition • Rencontres individuelles avec chaque bailleur de fonds • Participation aux assemblées sectorielles de bailleurs de fonds • Réunions de suivi semestrielles avec les bailleurs de fonds
Supports	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats de la cartographie • Fiches informatives qui présentent l'information clé des rapports, des évaluations et des enquêtes. • Présentations

Matrice du Plan de Mise en Œuvre de la Première Année²

Population cible : Les médias y compris la presse écrite, télévisée, la radio, et les médias sociaux

Indicateurs :

- Nombre de maisons de presse consultées pour favoriser la diffusion des articles et des reportages sur la nutrition
- Nombre de journalistes formés en nutrition
- Nombre de publications et de diffusions sur la nutrition

Moyens de suivi :

- Rapports du suivi médiatique
- Rapports de formations

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations qui soutiennent
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un état des lieux qui constituera la ligne directrice de la place allouée à la nutrition dans les médias. Effectuer un suivi des médias chaque trimestre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Paramètres pour le suivi médiatique 	Mois 1–3 et une fois chaque trimestre	MSPP/DPSPE (Promotion de la santé et prévention)	IHSI, Ministère de la communication, CONATEL
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres avec les responsables de presse et les associations de presse en vue de les sensibiliser sur la nutrition. 	Kit de formation des médias qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Des fiches informatives • Une liste d'experts à contacter pour toutes questions spécifiques en nutrition • Les questions fréquemment posées en nutrition 	Mois 4–9	MSPP/DPSPE	Partenaires en nutrition

² Le plan de mise en œuvre pour la deuxième année se développera à travers un processus de consultation avec les contributions des intervenants clés

Population cible : Les médias y compris la presse écrite, télévisée, la radio, et les médias sociaux

- Indicateurs :**
- Nombre de maisons de presse consultées pour favoriser la diffusion des articles et des reportages sur la nutrition
 - Nombre de journalistes formés en nutrition
 - Nombre de publications et de diffusions sur la nutrition

- Moyens de suivi :**
- Rapports du suivi médiatique
 - Rapports de formations

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations qui soutiennent
<ul style="list-style-type: none"> • Tables rondes avec toutes les maisons de presse de la capitale et des villes principales de province. 	Un kit de de formation des médias qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Des fiches informatives • Une liste d'experts à contacter pour toutes questions spécifiques en nutrition • Les questions fréquemment posées en nutrition 	Mois 4–9	MSPP/Direction de Promotion de la Santé et de Protection de l'Environnement (DPSPE)	Partenaires en nutrition
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de sessions de formations à l'attention des journalistes. 	Un kit de de formation des médias qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Des fiches informatives • Une liste d'experts à contacter pour toutes questions spécifiques en nutrition • Les questions fréquemment posées en nutrition Un module de formation	Mois 10–12	MSPP/DPSPE	la recherche

Population cible : Pouvoir Exécutif y compris le président, le premier ministre, les ministres, les ministères, et les délégués départementaux

- Indicateurs :**
- Nombre de ministères ayant intégré la nutrition dans leurs plans d'action annuels
 - % du budget national alloué à la nutrition
 - Nombre de rencontres réalisées
 - Nombre de ministères impliqués

- Moyens de suivi :**
- Plans d'actions annuels des ministères
 - Analyse du budget
 - Rapports de rencontres

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations qui soutiennent
<ul style="list-style-type: none"> • Présentations de la situation nutritionnelle du pays par le MSPP lors de Conseil des ministres 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentations • Fiches informatives 	Mois 1–2 [IL FAUDRA LE TEMPS POUR DEVELOPPER les feuillets informatifs]	MSPP (Ministre)	MSPP/Primature, Présidence
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres avec les différents cadres techniques des différents ministères concernés (MARNDR, MAST, MCFDF, MEF Pauvreté Extrême, La Présidence) 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentations • Fiches informatives 	Mois 2–12	MSPP	Autres ministères, UNICEF, OPS/OMS, PAM

Population cible : Pouvoir Législatif y compris le parlement (les députés et les sénateurs)

Indicateurs :

- Nombre de séances de colloque organisées avec le Conseil de santé du parlement.
- Nombre de supports acheminés aux parlementaires
- Nombre de débats réalisés autour de la nutrition au niveau du parlement

Moyens de suivi :

- Compte rendus des colloques
- Rapport de débats sur la nutrition
- Accusés de réception

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations de soutien
<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances de colloque sur la nutrition avec le conseil de santé des législateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives illustrées. • Documents expliquant les politiques spécifiques (Policy briefs) • Présentations 	Mois 3–12	MSPP/UCPNANu	UNICEF OSC
<ul style="list-style-type: none"> • Partager des données statistiques et autres documents reflétant la réalité de la situation nutritionnelle du pays avec les législateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives illustrées. • Documents expliquant les politiques spécifiques (policy briefs) • Présentations 	Mois 3–4	MSPP/UCPNANu	UNICEF OSC

Population cible : Société Civile : Associations y compris les OSC impliquées au développement humain (santé, éducation, agriculture, etc.)

Indicateurs :

- Nombre d'OSC formées ou sensibilisées sur l'importance de la nutrition
- Nombre de leaders d'OSC formées, sensibilisées

Moyens de suivi :

- Rapports des formations et des rencontres

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations de soutien
<ul style="list-style-type: none"> • Identification des OSC qui sont capables de suivre le plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Répertoire des OSC 	Mois 1 – 3	Délégués départementaux/M SPP/Ministère du commerce et industries	Mairies et MAST
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres avec les OSC identifiées sur la problématique nutritionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives • Argumentaire sur la nutrition visée aux OSC 	Mois 3 – 4	MSPP/MAST	Direction de la Protection Civile (DPC), PLAN, UNICEF, OPS, OMS, CARE, Save the Children, ACF, FAO
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de formations aux OSC sur le sujet de la nutrition et/ou sur les techniques du plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Module de formation sur le plaidoyer 	Mois 5 – 10	MSPP/MENFP	DPC, PLAN, UNICEF, OPS, OMS, CARE, Save the Children, CARE, ACF, FAO
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de rencontres de suivi avec les OSC formées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fiches informatives 	Mois 11 – 12	MSPP	Mairie et les autres membres de la collectivité, DPC, OSC

Population cible : Bailleurs de Fonds : Tous ceux qui accompagnent financièrement les porteurs/porteuses d'initiatives programmatiques de développement humain, social, culturel et économique

Indicateurs :	<ul style="list-style-type: none"> • % de projets de nutrition ciblant la population la plus vulnérable (enfants de < 5 ans, femmes enceintes/allaitantes, etc.) • % de projets de nutrition financés répondant à la politique nationale de nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Projets de nutrition sélectionnés avec une large participation locale (société civile)
Moyens de suivi :	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport du Ministère de la Planification et de la coopération externe (MPCE) • Rapport UCPNANu 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des bailleurs de fonds • Rapports des collectivités

Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations de soutien
<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des interventions nutritionnelles pour identifier les lacunes et les duplications en programmes de nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Termes de référence pour la cartographie 	Mois 1–2	TDB	Partenaires en nutrition
<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres individuelles avec chaque bailleur de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats de la cartographie • Fiches informatives qui présentent l'information clé des rapports, évaluations et enquêtes • Présentations 	Mois 3	Haute Direction de MSPP UCPNANu	Partenaires en nutrition
<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux tables sectorielles des bailleurs de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats de la cartographie • Fiches informatives • Présentations 	Mois 4	MSPP/UCPNANu	UNICEF, MARNDR, MAST, MCFDF, CNSA, Institutions prestataires de services, Unités de Stabilisation Nutritionnelle (USN)
<ul style="list-style-type: none"> • Réunions de suivi semestrielles avec les bailleurs de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats de la cartographie • Fiches informatives • Présentations 	Mois 6–12	Haute direction MSPP, UCPNANu	UNICEF, MARNDR, MAST, MCFDR, CNSA, Institutions prestataires de services, USN

Population cible : Tous				
Activité	Supports	Délai	Organisations responsables	Organisations qui soutiennent
<ul style="list-style-type: none"> • Activités de dissémination des résultats PROFILES et du plaidoyer en faveur de la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport PROFILES • Présentations • Fiches informatives • Communiqué de presse 	Mois 3	MSPP/UCPNANu	UNICEF, OPS/OMS, PAM et autres partenaires de nutrition

Annexe A : Liste des participants à l'atelier de planification du plaidoyer

Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)

Olbeg Désinor

Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)

Dr. Joseline Marhône

Guirlaine Jean Charles

Biguerson François

André Byron-Louis

Marie Mireille Henry

Jenny Flore Papillon

Roseline Pomplius

Hervé Junior Fanor

Houlio St. Preux

Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)

Deslanates Donald Rozefort

Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF)

Jean Ionose Gedion

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Lovely Cadeau

Ministère à la Promotion de la Paysannerie (MPP)

Jean Charles Simon

Emergency Développement d'Haïti (DEH)

Jean Rock Mahotièr

Food and Nutrition Technical Assistance III Project (FANTA)

Roberte Eveillard

Philip Moses

Tara Kovach

Food and Agriculture Organization (FAO)

Marie Petuelle Eliome

Groupe Croissance

Maude Senecal

Haiti Nutrition Security Program (Partners of the Americas)

Yves-Laurent Regis
Marie Edite Leyagneur
Gretane Blanc

Services de Santé de Qualité pour Haïti (SSQH)/URC

Jean Frantz Siméon
Gurdy Pierre-Louis

Université de Laval

Marie Sulphise Polynice
Marie Rachele Lexidort

Groupe Unifié pour l’Epanouissement des Enfants et pour le Développement d’Haïti (GRUEEDH)

Johnson Clermont
Madocher Malbrande

ORSODELEC

Guito Fonfrele

Vision et Actions des Jeunes pour le Changement (VAJCha)

Emmanuel Auguste

UREV

M. Judson Lindor

Unité de la coordination Nationale d’ABA GRANGO (UNAG)

Dr. Jean-Robert Brutus

PASE

Evenson Jean Baptiste